

DES FAMILLES D'ED DERB DÉCIDENT D'OCCUPER LA PLACE D'ARMES

«Nous exigeons un engagement ferme concernant notre relogement»

Depuis le 1^{er} octobre, les 720 familles du quartier d'Ed Derb ne décolèrent toujours pas, même si elles s'efforcent, disent-elles, «de maintenir la protestation dans un cadre pacifique» pour revendiquer leur relogement. «Nous parvenons de plus en plus difficilement à contenir la colère citoyenne à cause du mépris des autorités locales», nous ont-elles déclaré.

Ainsi depuis samedi, des dizaines de citoyens viennent occuper la place d'Armes empêchant parfois la circulation en raison des barricades qu'ils ont dressées. Reçus ce dimanche par le chef de daïra puis par le maire d'Oran, et en raison des réponses qu'ils ont reçues, les contestataires ont décidé de maintenir la pression, nous confient certains.

«Nous allons nous installer face à l'APC d'Oran sans bouger, jusqu'à ce qu'ils nous donnent une date précise de notre relogement, au lieu de nous répondre qu'ils n'ont aucune garantie à nous donner. Nous vivons dans le danger, alors nous sommes prêts à en affronter davantage en occupant la place d'Armes.»

Hier, les contestataires, qui

étaient plus nombreux que les fois précédentes scandaient «El wali irhal, massira silmya» (le wali va-t-en, marche pacifique). Le plus étonnant, c'est qu'aucun dispositif policier n'était visible et les contestataires ont d'ailleurs pu marcher de la place d'Armes jusqu'à la place Gargantua puis revenir vers leur point de départ, en scandant leurs revendications, sans être inquiétés par la police. De toute évidence, les autorités locales ont préféré miser sur le calme afin que la situation ne dégénère pas.

Selon des protestataires, un responsable de l'APC aurait mis le feu aux poudres en déclarant : «Aucune date n'a été arrêtée

concernant le lancement des opérations de relogement, et ces dernières pourraient être lancées dans six mois, un an ou deux ans.»

Ces déclarations ont suscité la colère des habitants qui s'attendaient à des propos plus rassurants.

Même si les responsables locaux prévoient un relogement qui s'opérera selon l'avancement du programme de construction de logements, avec la réception de 15 000 unités actuellement en cours, qui s'étalera sur deux ans et dont les premières tranches seront livrées d'ici quatre à six mois, les contestataires estiment qu'un

chantier en cours n'est jamais une garantie de relogement qui respectera les délais, d'où leur impatience et leur colère.

En fin d'après-midi, les contestataires ont dressé des barricades sur l'axe Gargantua, place Valéro et place du 1^{er}-Novembre (ex-place d'Armes) et ont pratiquement cerné le siège de l'APC, empêchant ainsi la circulation routière, cela sous le regard attentif des forces de sécurité qui n'étaient jusque-là pas intervenues.

La crainte d'une émeute avait déjà fait le tour de la ville, qui commençait à se vider peu à peu, laissant place aux plus folles rumeurs.

Amel Bentolba

BOUIRA

Paralysie des lycées

Exaspéré par les multiples promesses non tenues du ministre de l'Education nationale ainsi que par ses tergiversations, le Cnapest de Bouira a franchi un nouveau cap, hier, en réclamant carrément le départ du premier responsable du secteur, Boubekur Benbouzid.

Hier, à l'occasion d'une marche organisée par le Cnapest de Bouira depuis le siège de la Direction de l'éducation jusqu'au siège de la wilaya, sur quelques centaines de mètres, le Cnapest de Bouira s'est exprimé avec une très grande amertume en rappelant les multiples rencontres et autres réunions que le bureau national de ce syndicat avait tenues avec les responsables du ministère ainsi qu'avec le ministre

en personne, sans que les décisions prises lors de ces rencontres soient appliquées sur le terrain.

Hier, le Cnapest de Bouira par la voix de son coordinateur de wilaya, Messaoudi Zoubir, qui rappelait ces amères vérités, ainsi que celles ayant trait aux promesses non tenues des directeurs de l'éducation de la wilaya qui se sont succédé depuis ces quatre dernières années à Bouira, et concernant la prise en charge des

problèmes locaux exposés à maintes reprises par le bureau de wilaya, s'est montré très direct en réclamant sous les acclamations le départ du ministre de l'Education nationale ainsi que de «la mafia» qui gravite au niveau du ministère.

Cela étant, rappelons que la grève suivie d'une marche, auxquelles avait appelé le Cnapest de Bouira a été scrupuleusement respectée, avec la paralysie totale des 42 lycées sur les 45 existants dans la wilaya et affiliés au Cnapest. Dès la matinée, les délégués des différents lycées se sont donné rendez-vous devant le siège de la DE, d'où devait s'ébranler une marche vers le



Les enseignants du Cnapest devant le siège de la Wilaya.

siège de la wilaya où les délégués du Cnapest comptaient remettre une plateforme de revendications au wali afin qu'il intervienne en personne pour mettre fin à la cacophonie générale qui règne dans le secteur au niveau local.

Et parmi les problèmes que le Cnapest évoque, celui des ensei-

gnants intégrés après la décision du 28 mars dernier prise par le président de la République. Le directeur de l'éducation de Bouira refuse d'appliquer cette décision, laissant des dizaines d'enseignants intégrés, sans affectation pour rejoindre leur poste d'emploi.

Y. Y.

AÏN DEFLA

L'APC de Oued El Djemaâ fermée depuis deux jours par les citoyens

Dimanche matin, une foule composée de citoyens de tous les âges se sont regroupés devant le siège de l'APC de Oued El Djemaâ, une petite commune située à une quarantaine de kilomètres à l'est d'Aïn Defla, dans la daïra d'Aïn Lechiakh.

Selon les informations que nous avons pu recueillir auprès de la population, les citoyens se disent marginalisés, que leur com-

mune n'a pas bénéficié de programmes de développement contrairement à d'autres communes de la wilaya.

«Nous agissons de la sorte parce que nous voulons attirer l'attention des pouvoirs publics sur les problèmes auxquels nous sommes confrontés au quotidien et parce que notre patience n'a que trop duré, les promesses qui nous ont été faites n'ont pas été tenues», affirment-ils.

Les habitants demandent une amélioration de leur cadre de vie par des aménagements urbains,

des logements et de l'emploi pour les jeunes.

Ils insistent surtout sur l'état de la polyclinique qui, disent-ils, souffre elle-même de nombreux maux qui se répercutent sur leurs conditions de vie.

A ce sujet, ils notent l'absence d'une permanence de nuit et durant les jours fériés, le manque flagrant de personnel médical et paramédical et d'équipements.

Pour rappel, l'année dernière, lors de la visite que le wali a effectuée dans cette structure médicale qu'on avait suréquipée pour la circonstance, les habitants, qui se sont regroupés devant le bâtiment, ont crié haut et fort à l'adresse du wali : «Monsieur le Wali, dès que vous serez parti, tout ce que vous venez de voir va disparaître !»

Effectivement, les équipements ont été transférés ailleurs, au grand dam des citoyens.

Pour avoir plus d'informations, nous avons tenté de contacter le maire, son téléphone était fermé, et le chef de la daïra de Aïn Lechiakh est «sorti avec une commission de la pêche», nous a-t-on répondu plus d'une fois, quant au secrétaire général, il «a accompagné le chef de daïra».

Karim O.

La grève des conducteurs de train sème la pagaille à Béjaïa

La grève des conducteurs de train a semé la pagaille, hier, à Béjaïa. De nombreux usagers de l'autorail ont été désagréablement surpris d'apprendre à leur arrivée tôt dans la matinée à la gare de Béjaïa que l'unique navette programmée quotidiennement par la SNTF vers 6h30 à destination de la capitale a été annulée pour cause de grève des conducteurs.

«Nous avons acheté nos billets la veille, et ce n'est qu'au moment du départ qu'on nous a annoncé un arrêt de travail des mécaniciens, on aurait pu au moins nous aviser au moment de la réservation pour que nous puissions prendre nos dispositions et trouver un autre moyen de transport. La SNTF affiche un véritable mépris à l'égard de ses usagers», s'indignent plusieurs voyageurs.

A. K.

RENTÉE UNIVERSITAIRE À SÉTIF

Coup de starter pour 57 000 étudiants

La rentrée universitaire 2011/2012 à Sétif a été inaugurée officiellement hier par les autorités locales à leur tête le wali au sein de l'auditorium Mouloud-Kacem Naït-Belkacem de l'Université de Sétif en présence d'un nombreux public composé essentiellement de professeurs, d'étudiants, de parents et d'invités.

Plus de 13 000 nouveaux étudiants sont attendus pour cette rentrée, ce qui portera à 57 000 le nombre total d'étudiants répartis sur huit facultés et deux instituts nationaux. Cette rentrée est placée sous le signe de la généralisation du système LMD dans toutes les filières et spécialités.

En matière d'infrastructures, cette année verra l'exploitation du nouveau pôle universitaire El-Hidhab d'une capacité de 10 000 places pédagogiques, réparties sur trois sites, et de trois cités universitaires d'une capacité de 8 000 lits. Ce nouveau pôle est destiné aux spécialités n'ayant pas encore de locaux tels que la psychologie et l'orthophonie, les sciences de l'information et de la communication, la philosophie et l'histoire, les sciences humaines et sociales et enfin les langues.

Notons qu'en matière de recherche scientifique, l'Université de Sétif s'est classée à la sixième place au niveau national sur la liste des programmes nationaux de la recherche scientifique (PNR) avec plus de 133 projets ainsi que le lancement de 194 projets de recherche de type CNEPRU. Aussi l'Université Ferhat-Abbès de Sétif vient de bénéficier d'un nouveau laboratoire de recherche spécialisé en informatique qui vient s'ajouter aux 42 laboratoires déjà existants dans lesquels activent plus 1 000 enseignants de différentes facultés.

I. S.